

**Il y a 60 ans...**

## **La naissance des Cahiers Lorrains**

Le premier *Cahier lorrain* sortit des presses du *Messin* début janvier 1922. Allure modeste : sous une mince couverture rouge-brique, seize pages in-12 d'une typographie soignée mais peu aérée. Tirage : le millier d'exemplaires peut-être. Dès juin, la nouvelle revue change d'imprimeur (Paul Even), égaye sa couverture et boucle l'année avec douze numéros et 192 pages. Limitée, dès 1923, à dix numéros par an - mais de format in-8 - et tirant à 2000 exemplaires dès 1926, elle poursuit sa carrière jusqu'en 1939 sous des couvertures variées. Au total, pour 18 années consécutives de parution, quelque 3000 pages d'informations et d'articles dont l'essentiel est à porter au crédit de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine. En janvier 1949, celle-ci prit l'initiative de «faire revivre *Les Cahiers lorrains*» sous une forme trimestrielle et, depuis lors, l'idée d'une filiation originelle entre eux deux ne fait plus aucun doute.

Mais *Les Cahiers lorrains* sont-ils pour autant les fils *légitimes* de la S.H.A.L. ? On en attribue volontiers la paternité à son secrétaire d'alors, Paul d'Arbois de Jubainville (1866-1961), venu des archives de la Meuse pour diriger, début 1920, celles de la Moselle<sup>(1)</sup>. De plus, ne furent-ils pas, dès le départ, à l'entière charge de la Société, comme en témoignent ses archives financières<sup>(2)</sup> ou les rapports d'activité annuels présentés en assemblée générale et publiés par *Les Cahiers lorrains* eux-mêmes ? Est-ce suffisant pour conclure à une filiation *directe* ? Car, si tel fut le rôle de Jubainville, quelle «casquette» privilégia-t-il en l'occurrence ? Celle de secrétaire, appliquant une délibération du comité de la Société, ou celle du fonctionnaire, subordonné en partie à l'autorité d'un préfet qui était de surcroît, selon les statuts du 15 avril 1920, le président effectif de la Société ? Par ailleurs, *Les Cahiers lorrains* étaient-ils vraiment une *nécessité* pour une Société encore bien fragile (aux plans financier et ...psychologique) en 1921-22 ? Rien de moins sûr. En effet, au fil des procès-verbaux (pourtant très détaillés) de séances de comité quasi

1) Voir, par exemple, *Le Messin* du 15 janvier 1931, Roger Clément dans A.S.H.A.L., t. XLVIII, 1947, p. 29 et Jean Colnat, *Guide des Archives de la Moselle*, Metz, 1971, p. 43.

2) En dépôt aux A. D. Mos. (désormais abrégé Arch. SHAL), en particulier 1 C 1 (livres de comptes) et 2 C 1 (budgets et comptes).

mensuelles, nulle délibération n'annonce une telle création pour laquelle aucune dépense spécifique n'est inscrite au budget prévisionnel de 1922, arrêté le 6 décembre 1921. A cette date pourtant, allusion est faite à un «Bulletin livré... à l'imprimerie du Messin». Le 4 janvier 1922, le vice-président Victor Prével (1860-1938) en présente le premier numéro aux membres du comité en précisant que cette publication éditée «sous les auspices de la Société servira au mieux ses intérêts et ceux des sociétés qui poursuivent un but analogue : enrichir le patrimoine intellectuel, artistique, scientifique de Metz et de la Moselle»<sup>(3)</sup>.

L'affaire semble claire. *Les Cahiers lorrains* ont été conçus en dehors de la S.H.A.L., aussitôt promue cependant au rôle de «mère adoptive». Pourquoi un tel «cadeau», à cette date ? Pour en apprécier le sens et la portée, il convient de rappeler le contexte et le climat dans lesquels la S.H.A.L. fit ses premiers pas. Avec le recul du temps et l'identité de nom aidant, on pourrait croire qu'elle prit tout «naturellement» la relève de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* fondée le 13 octobre 1888. Les deux tiers des membres du comité provisoire constitué le 10 juillet 1919 étaient, en effet, issus du comité de celle-ci. En outre, l'assemblée générale du 15 avril 1920 les confirme dans leurs fonctions, approuve les statuts qu'ils ont élaborés au moule des anciens et «naturalise» (avec quelque rapidité) l'œuvre de la défunte *Gesellschaft* «qui n'a fait qu'établir le caractère bien français de ce pays», avec l'espoir de «restituer à la Société une part de son ancien éclat». Bref, un modèle de continuité institutionnelle et associative.

Il s'agissait plutôt d'une opération de sauvetage et de récupération qui dura 18 mois. Le 19 novembre 1918 - le jour même de l'entrée solennelle des troupes françaises à Metz et de l'arrivée de Léon Mirman, commissaire de la République pour la Moselle - le comité de la *Gesellschaft* avait tenu à la préfecture, de 16 à 18 heures, une ultime séance sous la présidence du président de Lorraine, le baron de Gemmingen-Hornberg, qui occupait encore les lieux. Seul Lorrain présent avec Léon Zeligzon (1858-1944), l'abbé Roch-Stéphane Bour (1870-1947), professeur au grand séminaire, se vit confier le soin d'en régler les affaires courantes (impressions, paiement des dépenses engagées, gestion des fonds) jusqu'à la convocation - «pas avant une année» - d'une assemblée générale qui déciderait du sort de la *Gesellschaft*<sup>(4)</sup>. L'abbé Bour remplit sa mission à la lettre, avec l'aide (la complicité ?) de Jean-Nicolas Christiaeny (1866-1938), chef de bureau aux archives départementales<sup>(5)</sup>. Il fait virer leurs salaires aux employés allemands ayant quitté Metz. Il s'oppo-

3) A.D.Mos. 21 J.2.P.V. du comité 1908-1918 (en fait 1925) comme a pu l'établir Charles Hiegel que nous remercions de sa précieuse collaboration. En 1921, le comité siégea les 3 février, 18 mars, 21 avril, 26 mai, 16 juin, 15 juillet, 11 octobre, 8 novembre et 6 décembre.

4) *Ibid.*, p. 234-236. Sur ces deux éminents sociétaires, voir les articles d'Emile Morhain et Roger Clément dans A.S.H.A.L., t. XLVIII, 1947, p. 15-32. Sans insister, le premier note (p. 22) que Bour «assura la délicate transition de 1918-19».

5) Seul responsable de ce service, de janvier 1919 (départ de l'archiviste allemand, Aloys Ruppel) à janvier 1920 : arrivée de Paul d'Arbois.

se, le 8 février 1919, à la mise sous scellés par un employé de la préfecture, «agissant pour une tierce personne mal informée ou mal intentionnée», des fonds et des registres de délibération qu'il emporte à son domicile. Fin mars, il adresse au conseil général et à la ville de Metz les traditionnelles demandes de subvention.

Bour omet toutefois d'informer Mirman (en sollicitant une audience ou par lettre) de l'existence et de la situation d'une association légalement domiciliée... à la préfecture. La maladie l'en empêcha, dira-t-il un peu plus tard. Peut-être aussi l'usage qu'on pourrait faire des remerciements qu'il avait adressés, le 19 novembre 1918, à Gemningen pour «la bienveillance dont il avait de tout temps fait preuve à l'égard de la Lorraine et des Lorrains» et consignés au procès-verbal. L'acceptation par l'assemblée constituante de Weimar, le 22 juin 1919, des préliminaires de paix de Versailles le force à sortir de l'expectative dès le lendemain. Il propose la présidence à Victor Prével, membre comme lui du comité de la *Gesellschaft* et président, de surcroît, de la commission municipale de Metz depuis le 24 novembre 1918. Celui-ci estime cependant qu'il faudrait «au moins par convenance proposer à Mirman le poste de président effectif car il porte un tel intérêt à toutes les institutions du pays que je ne serais pas surpris qu'il acceptât» tout en se déclarant prêt à l'assumer si le préfet la refusait. Le 26, il préside une réunion de "bureau" à l'hôtel de ville. Bour y rend compte de son activité depuis le 19 novembre 1918 et Christiany de la situation financière : 53.600 marks placés en emprunts de guerre allemands, 11.997 en dépôt à Berlin (banque) et Karlsruhe (chèques postaux), soit près de 82.000 F-or; 1.632 F 42 en caisse... On décide à l'unanimité de «continuer la société» et Prével s'engage à contacter Mirman<sup>(6)</sup>.

Mais celui-ci avait déjà décidé de «s'occuper lui-même de la question et de convoquer une assemblée générale pour le 10 juillet afin d'y proposer un certain remaniement des statuts» comme l'écrit Prével à Bour dès le 1er juillet. Le 7, l'abbé est sommé de déposer l'argent et les papiers qu'il détient aux archives «d'où ils n'auraient jamais dû sortir» par le lieutenant et baron François de La Chaise (1881-1961), adjoint de Mirman pour les affaires économiques et chef de la censure. L'heure de vérité sonnait. Tenue à la préfecture et présidée par Mirman, assisté de La Chaise comme secrétaire, la réunion du 10 juillet fut orageuse. D'emblée, Mirman stigmatise la «réunion clandestine» du 19 novembre - «grave inconvenance envers la Lorraine et la France» - dont il n'apprit l'existence que longtemps après «par le plus grand des hasards», malmène Bour, qui rétorque n'avoir fait que son devoir, pour sa négligence à l'informer et son manque de déférence et tente d'imposer l'élection d'un

6) Alfred Lamy (1845-1925), maire de Vic et Jeanty, assureur à Sarreguemines, s'étant excusés, assistèrent à cette réunion l'abbé Paul Lesprand (1869-1943), Zeliqzon, Timothée Welter, notaire à Lorquin, également membres de l'ancien comité de la *Gesellschaft* et Robert Schuman. Sur ces événements et les suivants, A.D.Mos. 21 J 2, p. 234-253 et 19 J 361, correspondance de Bour avec Prével et la préfecture du 23 juin au 8 juillet 1919, notes et réflexions diverses.

nouveau comité. Il doit cependant se contenter d'un simple élargissement du «bureau» qui s'était réuni le 26 juin par l'élection de quatre membres supplémentaires mais obtient la création d'une commission chargée d'examiner «ce qui s'était passé depuis l'armistice»<sup>(7)</sup>. Aussitôt réuni, ce comité provisoire forme son bureau (président : Mirman; Prével, vice-président; Houpert, secrétaire) et charge Bour, assisté de Maujean et Schuman, de préparer les nouveaux statuts. Le 18 juillet, la commission d'examen rend son verdict. Tout pesé, Prével estime que Bour «était de bonne foi et voulait sauver l'avoir de la Société, quels que fussent les moyens» mais qu'il fut d'une «nonchalance frisant l'incorrection» avant de communiquer sa comptabilité. Ceci expliquant cela...

Que retenir de ce premier épisode ? Autoritariste en tout, Mirman fit valoir, avec brusquerie, son droit à la présidence, empressé (et Prével le comprit vite) à ne pas laisser tomber en quenouille la prérogative de son prédécesseur allemand. Il sauve ainsi - s'en rend-t-il compte ? - la *Gesellschaft* d'une dissolution qui aurait comblé certains. Prével (et avec lui l'Académie nationale de Metz, bastion intransigeant de la fidélité à la France durant l'Annexion) souhaitait, au fond, reconstituer la *Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle*, fondée en 1858, qui avait fait de l'Académie sa légataire en 1895 et dont la présidence demeurerait ouverte. On renouerait ainsi avec le passé français, en plaçant l'ex-*Gesellschaft* dans la mouvance de la doyenne des sociétés savantes messines qui venait de commémorer avec éclat, le 12 juin 1919, le centenaire de sa renaissance... sans y associer ceux qui incarnaient encore celle-ci. Mais Prével n'insista guère.

Le péril venait plutôt des responsables de la défunte *Austrasie* (1905-1913). Pour son ex-gérant, le peintre-verrier Michel Thiria (1867-1938) promu inspecteur aux Beaux-Arts pour la Moselle (début 1919) grâce à l'appui de La Chaise... dernier directeur de la revue, la *Gesellschaft*, «machine de guerre de la germanisation», devait disparaître. Il informa Mirman de son existence (il en était membre) et de sa richesse (il ignorait cependant les placements en emprunts de guerre), fit courir le bruit de sa dissolution, inspira, selon Bour, la tentative du 8 février et les manœuvres du 10 juillet visant à désavouer et éliminer ce dernier. En vain. Bour fut maintenu et, mieux, chargé de la réforme des statuts, «malgré Mirman conseillé par Thiria». Préoccupé avant tout de faire pièce à «ceux de nos membres qui veulent tuer la société pour se servir de

7) Cette assemblée regroupa, selon *Le Lorrain* du 11 juillet, une centaine de sociétaires et de notables, dont Mgr Pelt, nouvel évêque de Metz, et le grand rabbin Netter. Alexis Weber (1862-1942), de Boulay, y joua un rôle capital en proposant le maintien du «bureau». Il est d'ailleurs élu au comité avec Christiany, Nicolas Houpert (1859-1929), rédacteur en chef du *Lorrain*, et Léon Maujean (1863-1943), professeur à l'École primaire supérieure et secrétaire de l'Académie de Metz depuis 1913. La commission comprend Prével, Schuman, le banquier Kröffig, La Chaise et l'abbé Louis Hackspill (1871-1945).

8) Voir à son sujet l'article de Jeanne Demarolle dans *Patrimoine et Culture en Lorraine*, Metz, 1980, p. 15-29.

9) A.D.Mos. 19 J 361. Lettre à Prével du 28 juin 1919 et notes au sujet des réunions des 26 juin et 10 juillet. Bour ne cache pas sa satisfaction : «Mirman a été blackboulé... Thiria a perdu toute influence dans la société».

ses fonds et les faire passer à *L'Austrasie*», il avait gagné, par sa «non-chalance», huit mois<sup>(9)</sup>. S'il ne put, avant l'épreuve du 10 juillet, la doter d'un président *lorrain* - le maire Prével, que Mirman n'aurait pu décemment évincer - il réussit à rendre impossible sa dissolution. Amputée aux deux tiers de ses membres (Allemands tués à la guerre, émigrés ou expulsés), disqualifiée dans ses œuvres et sans nuance par d'aucuns, la *Gesellschaft* - désormais lorraine par sa composition - ne devait pas être le lit d'une société à ressusciter ni la proie de groupuscules partisans. Sauver son patrimoine, son crédit scientifique, son identité même - telle que la révélait la désannexion - était donc, pour lui, essentiel.

Dix mois plus tard, Bour parachève sa «victoire», à l'issue des débats statutaires du 11 mars et de l'assemblée générale du 15 avril 1920, présidés par Manceron qui a succédé à Mirman le 6 décembre 1919. Au sujet de la présidence, ceux-ci furent vifs. Contre Prével et La Chaise qui la souhaitaient «ouverte» (pour mieux la briguer), Bour plaida la continuité et l'emporta. Car, assuré d'avoir un homme sûr dans la place (l'archiviste départemental, membre de droit du futur comité), Manceron accepta habilement - avec un clin d'œil pour Prével, désormais disponible depuis son départ de l'hôtel de ville, le 29 septembre ? - de déléguer au premier vice-président des pouvoirs «assez considérables». Malgré une ultime attaque des amis de Thiria contre Bour, l'assemblée générale ratifia le tout et institua, pour trois ans, le comité provisoire en comité statutaire qui élut Prével vice-président. Imposé par Mirman, La Chaise est donc éliminé et cède le secrétariat à d'Arbois de Jubainville<sup>(10)</sup>.

La «crise dominée»<sup>(11)</sup>, la S.H.A.L. peut enfin se préoccuper de «développer l'intelligence de la civilisation locale» (art. 2 des statuts). La réception, le 21 juin 1920, des congressistes de la *Société française d'archéologie* en route vers Strasbourg lui confère ce brevet de francité qui lui permet de (ré)intégrer la grande famille des sociétés savantes de France. En mai 1921, elle publie son premier *Annuaire* (daté 1920, Metz, imprimerie du *Messin*, XVIII - 256 p.), au sommaire parfaitement mosellan, et, soucieuse de continuité, le met à la suite des *Jahrbücher* d'antan (tome XXIX). Elle s'offre même le luxe, l'année suivante, de faire imprimer simultanément ceux de 1921 et 1922 (tomes XXX et XXXI), soit 1.285 pages dont 895 consommées par la thèse de Marcel Grosdidier de Matons (1885-1945) sur *le comté de Bar de 950 à 1301...*<sup>(12)</sup>. Face à la résurrection de *L'Austrasie* (octobre 1921, 100 p.), une telle audace, extra-mosellane et financière, témoigne des espoirs qu'engendrait le prompt essor de la Société. En effet, grâce à une cotisation attractive

10) *Le Lorrain et Le Messin* du 16 avril 1920, puis *Le Courrier* du 18, rendent compte de cette assemblée qui réunit 60 à 80 personnes. Seul le premier fait allusion à des propos tenus contre les membres «proboches» de la Société. Bour paya très cher sa «victoire». Outre une violente attaque signée «un vieux Lorrain», de *L'Etoile de l'Est* (Nancy, 19 décembre 1923) contre sa «germanophilie notoire», il ne fut jamais élu à l'Académie nationale de Metz. Sa candidature fut rejetée à deux reprises (fin 1921, juin 1930) à la suite d'interventions très précises.

11) La formule est de Jubainville, A.S.H.A.L., Metz, t. XXIX, 1920, p. VII.

12) Ancien archiviste de la Meuse, de Jubainville n'est pas étranger à ce choix qui fut diversement apprécié.

(dix francs par an contre dix marks, soit 12 F 50, avant 1914) et au zèle recruteur de Zeliqzon, rameutant instituteurs et curés mosellans ou à l'affût des fonctionnaires «de l'intérieur» arrivant à Metz, son effectif passe de 568 membres à la fin 1919 (contre 1364 en 1914) à près de 800 fin 1921. Mais peuvent-ils expliquer la création d'un deuxième périodique, alors même que la Société connaît de sérieuses difficultés financières ? Pour cette raison et par sa genèse même, son comité ne put concevoir l'idée d'offrir, en échange d'une cotisation notoirement insuffisante, une revue mensuelle à des sociétaires encore habitués, dans leur immense majorité, à ne recevoir qu'un annuaire, certes copieux. D'ailleurs, il n'en délibéra jamais.

Quelle fut donc la raison du lancement des *Cahiers lorrains* et de leur transfert à la S.H.A.L. ? Venant après la délicate (re)mise sur pied de celle-ci, ils procèdent d'une stratégie dont elle n'a pas la maîtrise. Les autorités républicaines ont en effet entrepris, dès novembre 1918, la reconquête culturelle de la Lorraine désannexée pour y «rétablir l'esprit français» comme le rappelle encore Barrès le 22 avril 1921. De grandes manifestations symboliques en rythment les étapes afin d'exalter les contributions messines à la culture française (tous genres confondus) et celles de la France à la Délivrance de 1918 : dépôt, le 30 mars 1919, d'une plaque sur la maison natale de Verlaine; remise de son portrait, dû à Aman-Jean (1892), au musée de Metz le 15 septembre 1920; réception chaleureuse de François de Curel (1854-1928) et de Gustave Kahn (1859-1936) les 7 avril 1920 et 31 mars 1922 ou fêtes en l'honneur de Bossuet, longtemps archidiacre de la cathédrale de Metz, le 22 avril 1921; inauguration, le 16 octobre suivant, du monument à Déroulède, le chantre de la Revanche; de celui au *Poilu Libérateur*, le 5 juin 1922.

Dans ce contexte, tout ce que l'Annexion avait compromis s'essaie à revivre. Dès le 12 juin 1919, l'Académie de Metz sort de sa léthargie et la Société d'histoire naturelle de la Moselle lui emboîte le pas. Fondé en 1904, le *Groupe messin de conférences* a repris ses activités le 3 février 1919 et annonce pour 1920 six conférences sur *L'effort de la reconstitution française* avec la participation de Louis Bertrand, Henri Bordeaux, Louis Marin<sup>(13)</sup>. Silencieuse depuis 1914, *L'Austrasie* reparait en octobre 1921 avec l'intention de «développer le régionalisme lorrain dans le cadre de la patrie française et de faire connaître le Pays messin et la Lorraine à la France»<sup>(14)</sup>.

Quoique limitées, ces initiatives «indigènes» cautionnent un projet plus vaste et... inverse : faire connaître la France aux Mosellans «privés, surtout pendant la guerre, du contact permanent avec les plus durables productions de l'esprit français»<sup>(15)</sup>. Par des voies multiples, la culture française reprend alors, triomphalement, possession d'une ville (et

13) A.M.Metz 2 R (1919-40) 28.

14) Texte de la couverture arrière.

15) *Les Cahiers lorrains*, 1922, p. 3

subsidiairement d'un département) délestée d'une grande partie de ses éléments germaniques<sup>(16)</sup>. Les salons de l'hôtel de ville et de la préfecture, la salle des fêtes du lycée bruissent d'un flot ininterrompu de conférences, dont celles sur «Edmond Rostand, poète des vertus nationales» (10 janvier 1919) et sur «Le rôle de la France dans le monde» (22 novembre) donne le ton. Invités par Mgr Pelt, six professeurs de l'Université catholique de Paris officient à Metz du 21 octobre 1919 au 17 mars 1920. Le 22 novembre 1919, le proviseur Léon Beck (1875-?) inaugure les *Cours universitaires du lycée* qui mobilisent sans trêve les 12 ou 15 agrégés de son établissement : une soixantaine de conférences, de la mi-novembre à la fin mars, pour 10 ou 15 francs d'abonnement individuel ou familial<sup>(17)</sup>. Rien du théâtre classique français (dont le répertoire entier passe à l'hôtel des spectacles), rien de l'histoire, de la science, de l'art français n'échappe à cette campagne intensive d'acculturation.

L'historien Pierre Braun en suivait les progrès avec attention et sympathie. Dans la «chronique du pays messin» qu'il donne, chaque mois, au *Pays Lorrain* de Nancy, il va répétant : «l'activité intellectuelle ne se ralentit pas à Metz». Tout en regrettant que «Nancy jusqu'à présent n'ait pris aucune part à ce réveil de la pensée messine», il se félicite de «l'ardeur avec laquelle chacun travaille à y reconstituer une vie française». Et de conclure, le 5 septembre 1921 : «Metz se doit de rester ce qu'il fut si brillamment pendant tout le 19<sup>e</sup> siècle, un centre d'études provinciales»<sup>(18)</sup>.

La prolifération d'associations nouvelles confirme le pronostic de Braun. Héritière du *Verein für Erdkunde*, la *Société de géographie commerciale de Metz* se constitue entre le 15 novembre 1920 et le 19 mai 1921 pour «instruire les Messins des questions économiques et des possibilités de l'empire colonial français»<sup>(19)</sup>. Conçue et organisée entre le 11 août et le 17 décembre 1921, la *Société des Amis des Musées de Metz* voit le jour le 4 mars 1922<sup>(20)</sup>. Le 8 juillet suivant, c'est au tour de l'*Association des concerts du Conservatoire* dont l'ambition est de «remettre en honneur la musique française»<sup>(21)</sup> tandis que celle des *Littérateurs messins* vise à initier les amateurs locaux aux finesses de l'écriture et de la critique littéraires<sup>(22)</sup>.

16) Au recensement du 6 mars 1921, Metz émerge pour 62.311 habitants (dont 11.035 étrangers, 8.350 étant d'origine allemande) contre près de 80.000 (dont 52% d'Allemands immigrés) en 1914, et la Moselle pour 589.120 habitants contre 655.211 en 1910. En 1926, les effectifs seront respectivement de 69.624 et 633.461 habitants.

17) Détail de la saison 1919-20 dans *Mémoires* de l'Académie de Metz (1914-1920), Metz, 1921. Celle de 1921-22 affichait 63 conférences, les lundis (thèmes généraux), mercredis (histoire) et samedis (chefs d'œuvres dramatiques), à 17 h 15. Parmi les orateurs les plus actifs, l'historien Henri Carrez (1892-1950) et le littéraire Emile Moussat (1885-1965).

18) *Le Pays lorrain*, chroniques des 31 octobre 1919 (p. 632), 5 janvier 1920 (p. 38), 5 septembre 1921 (p. 444). Né à Paris le 3 avril 1881 d'un père originaire d'Albestroff, élève au lycée de Nancy et de l'École normale supérieure, Braun passa l'agrégation d'histoire en 1906 et fut nommé à la «Corniche» de Nancy. Capitaine durant la guerre, il fut nommé au lycée de Metz le 26 mars 1919 mais, ancien gazé, ne put y enseigner. Il mourut le 27 mars 1922.

19) Sous l'impulsion du diplomate messin Maurice Bompard (1854-1935), ancien ambassadeur à Saint-Petersbourg et Istanbul (1902-1914) et sénateur de la Moselle depuis janvier 1920.

20) Sous l'impulsion du Messin Roger Clément (1876-1950), conservateur de la bibliothèque et des musées de Metz de 1919 à 1940 et en 1945.

21) Sous l'impulsion du Tourangeau René Delaunay (1880-1968), directeur du conservatoire de musique de Metz de 1919 à 1940.

22) Sous l'impulsion de Moussat, agrégé des lettres au lycée.

Est-ce pur hasard ? Il faut y voir l'œuvre de la *Fédération lorraine des Lettres et des Arts* fondée, à l'initiative de Mirman, par son secrétaire général, le capitaine Roland-Marcel. Dès le 30 décembre 1918, Mirman signalait au secrétaire général du Comité républicain d'Alsace-Lorraine, Lucien Coquet (1873-1952), qui venait de fonder, à Paris, la *Revue d'Alsace et de la Lorraine*, sa volonté de créer *L'Œuvre lorraine de propagande artistique et littéraire* <sup>(23)</sup>. Le 10 janvier 1919, son chef-adjoint de cabinet, Jacques Feschotte (1894-1966) en annonce la création sous le nom plus neutre de *Fédération lorraine des Lettres et des Arts* <sup>(24)</sup>. Le 15, Mirman en avertit les administrateurs d'arrondissement et les invite à susciter des sociétés locales qui en seraient les filiales <sup>(25)</sup>. A la mi-avril, un avis dans la presse promet à celles-ci une aide financière. Le 14 juin 1919, la *Fédération* est officiellement constituée. Placée sous le patronage de Poincaré et de Curel, domiciliée à la préfecture, présidée par Roland-Marcel assisté de Feschotte, elle s'attachera à «développer la vie intellectuelle et artistique à Metz et dans la Moselle et à y propager sous toutes ses formes la culture française» <sup>(26)</sup>. Mirman avait donc anticipé sur les directives du Commissariat général d'Alsace-Lorraine qui, début mai 1919, arrêtaient, entre autres objectifs, celui de «faire connaître et aimer la France dans toutes les manifestations de son activité par la création d'associations littéraires» en évitant «le plus, possible l'apparence de propagande officielle» <sup>(27)</sup>.

Emargeant au budget du Service départemental de la Propagande, dont Feschotte devient le chef en février 1920, et présidée alors par le baron Raymond Deville (1852-1947), lieutenant-colonel d'artillerie à la retraite, la *Fédération* joua pleinement son rôle. Elle anima toute la vie culturelle officielle de Metz en organisant la plupart des manifestations symboliques citées plus haut, des expositions temporaires (au Palais de Justice, du 14 août au 15 septembre 1920) puis permanentes, dès fin 1920, à *La Maison d'Art* (43-45, rue Serpenoise), en invitant des conférenciers renommés (Georges Duhamel, Edmond Rostand...), des compositeurs et des virtuoses «hors de pair», en finançant, dès novembre 1919, huit spectacles classiques par saison <sup>(28)</sup>.

Mais le message passait-il ? Dans sa chronique du 5 décembre 1920, Braun déplorait déjà qu'on écartât des *Cours universitaires du lycée* les professeurs du cadre local «nullement inférieurs par le zèle, le talent à leurs collègues de l'intérieur... exclusion qui n'est pas faite pour augmenter la proportion, malheureusement un peu faible, des auditeurs vieux messins». Le 24 août 1921, René Féry, directeur des *Voix lorraines*, renchérisait sur «la froideur des Lorrains vis-à-vis des manifesta-

23) A.D.Mos. 3 T 195.

24) *Ibid.*, 3 T 188, note sur la constitution de la F.L.L.A.

25) *Ibid.*, 3 T 195.

26) *Ibid.*, 3 T 189 et A.M.Metz 2 R (1919-40) 5.

27) *Ibid.*, 3 T 190. Directives arrivées à Metz le 7 mai 1919.

28) Bilan de ses activités dans *Les Cahiers lorrains*, 1922, pp. 3, 116-118, 129-136, 147-154 et A.M.Metz 2 R (1919-40) 5.



tions de la culture intellectuelle française, exception faite de quelques centaines de personnes, toujours les mêmes»<sup>(29)</sup>.

Seuls des relais nouveaux pouvaient donc accroître l'audience de la *Fédération* qui ne comptait que 250 membres fin 1921. Une note du Centre d'action de propagande contre l'ennemi (rattaché à la Présidence du Conseil) sur «l'organisation de la propagande en Alsace-Lorraine» (mars 1919) - que Mirman tenta maladroitement d'appliquer à l'ex-*Gesellschaft* le 10 juillet suivant - ne donnait-elle pas la recette : «favoriser les sociétés de toutes sortes pour les manœuvrer, les fédérer pour les mieux diriger, former des comités composés d'hommes de tous bords pour servir de masque à l'administration» et dotés d'un secrétaire «actif et dévoué»<sup>(30)</sup> ? La *Fédération* ayant été constituée d'emblée, restait à créer ces sociétés satellites qui œuvreraient dans sa mouvance. Dans celles fondées en 1921-22, les hommes de la préfecture ou leurs amis tiennent les postes-clés des bureaux. Secrétaire de la *Fédération*, Feschotte l'est aussi de la *Société des Amis des musées*. (100 membres). De Jubainville en est le trésorier (ainsi que de l'Académie nationale de Metz) et siège au comité de la *Fédération* comme Delaunay, secrétaire de l'*Association des concerts* (100 membres). Son vieil ami Clément en est vice-président, ainsi que de la *Fédération*. Président de celle-ci, Deville est vice-président de la *Société de géographie*. Secrétaire des *Cours universitaires* (200 membres), Moussat était le président des Littérateurs messins.

Un tel verrouillage suffisait-il ? Tout en se démultipliant, souvent au prix de doubles inscriptions, la *Fédération* risquait de ne pas toucher les milieux mosellans qu'elle souhaitait gagner à sa cause. Car elle-même et ses satellites étaient avant tout messins, par leur siège et leur recrutement, voire franco-messins, par le nombre des adhérents de «l'intérieur». De plus, livrée à elle-même, chaque société nouvelle résisterait-elle longtemps à la tentation d'oublier la «cause commune» ? Il manquait à cette nébuleuse un support commun, permanent, bon marché. Déjà, René Féry avait proposé à Feschotte, le 12 janvier 1921, de faire des *Voix lorraines*, «revue littéraire, artistique, théâtrale et documentaire» fondée le 1er janvier 1919, l'organe de la *Fédération*, à charge pour elle de «payer le surplus au-delà de 900 exemplaires»<sup>(31)</sup>. Mais dotée d'une rédaction tape-à-l'œil et trop exogène, cette «publication de propagande française honorée d'une subvention du Gouvernement, nettement régionaliste et franchement germanophobe» - ainsi se présentait-elle - manquait de discrétion et sa diffusion, restreinte, ne touchait que des "convaincus", dispersés en Alsace-Lorraine, Sarre et Rhénanie. De plus, les relais messins de la *Fédération* restaient alors à créer.

29) *Le Pays lorrain*, 1920, p. 568 et A.D.Mos. 3 T 195, lettre à Feschotte.

30) *Ibid.*, 3 T 190.

31) *Ibid.*, 3 T 188. Abonnement : 20 F par an.

Ceux-ci constitués ou en voie de l'être, l'heure des *Cahiers lorrains* avait sonné. Ils sont très certainement l'œuvre conjointe mais hâtive de Feschotte (père de l'idée sinon du titre), de Jubainville et de Prével (président, de surcroît, de l'Académie nationale de Metz pour 1921-22), tous trois membres influents de la *Fédération* et à la croisée, par leurs fonctions diversifiées, de ce qui se décide ou se fait en matière culturelle. Aussi se présentent-ils, sous un titre anodin, comme l'«organe des sociétés littéraires et scientifiques (on ajoutera artistiques en janvier 1923) de Metz et de la Moselle». Fonction ponctuellement remplie : d'un numéro à l'autre, l'information associative consomme la moitié des pages sans que la S.H.A.L. y détienne une place privilégiée.

Or, elle en reçoit pourtant la charge, alors même que ses finances lui interdisent toute fantaisie. Elle n'avait inscrit, pour 1922, que 10.000 F (comme en 1921) au titre de l'*Annuaire* et des «autres publications» (quote-part à l'édition des *Cahiers de doléances du bailliage de Thionville* et du *Dictionnaire des patois romans de la Moselle*, de Zeliqzon, en souffrance depuis longtemps). De plus, présenté le 7 mars 1922, le compte d'exploitation du 1er avril au 31 décembre 1921 se solde par un déficit réel de 1.168 F 67. Aussi rectifie-t-on le budget prévisionnel de l'année en cours en accordant 2.000 F de plus aux publications pour lancer - désaveu implicite des *Cahiers lorrains* ? - l'impression d'un annuaire supplémentaire. Le 7 novembre, le comité constate l'extrême lourdeur des frais qu'ils occasionnent. Enfin, arrêté le 10 avril 1923, le compte de gestion de 1922 affiche un déficit de 10.354 F 38 (recettes : 11.758 F 10; dépenses : 22.112 F 48) dû à l'impression, la même année, de deux annuaires et des *Cahiers* qui coûtèrent près de 4.600 F<sup>(32)</sup>.

Certes, on pouvait croire (ou faire semblant) à la solvabilité de la S.H.A.L., car elle possédait, pour mémoire, environ 12.000 marks sur un compte postal allemand. Mais nul n'ignorait la lenteur des restitutions d'avoirs. L'avantage escompté de ce transfert est ailleurs. Par leurs fonctions officielles (Propagande, Archives) et associatives (secrétariat de la *Fédération* et de la S.H.A.L.), Feschotte et de Jubainville se trouvent, pour l'essentiel, à la source de l'action et de l'information culturelles. Les *Cahiers lorrains* institutionnalisent leur étroite collaboration. L'habileté de Feschotte fut de confier la centralisation et la diffusion de cette information à son collègue moins ouvertement engagé que lui dans la Propagande et parfaitement au courant (comme responsable de l'*Annuaire*) des problèmes d'édition, avec l'espoir de toucher enfin la Moselle germanophone au travers des sections locales que la S.H.A.L. venait de reconstituer à Sarreguemines, Forbach, Thionville, Sarrebourg. Celle de Jubainville fut d'en accepter la charge. En intégrant discrètement la S.H.A.L. à la nébuleuse de la *Fédération*, il la rend indispensable à son fonctionnement et la lave du même coup de la suspicion de germanophi-

32) *Ibid.*, 21 J 2, pp. 302-303, 320, 331 et Arch. SHAL 2 C 1.

lie dont certains persistaient à la taxer. Quant à Prével, «président» par procuration de la S.H.A.L., il couvrit l'opération en apportant de surcroît la caution de l'Académie de Metz.

Quoiqu'improvisé, ce transfert finit par avantager... la S.H.A.L. Sollicitée par Feschotte, une subvention du service de la Propagande du Commissariat général d'Alsace-Lorraine (3.500 F) éponge en 1923 une partie du déficit. Mais on n'évoque qu'en juillet 1923 le principe de la contribution des sociétés au financement des *Cahiers*, désormais réduits à dix numéros par an afin de limiter leur coût au niveau de 1922. Elle devient effective seulement en 1924, à raison de 650 F (soit 14% des frais) pour des insertions largement supérieures. La S.H.A.L. en tire les conséquences le 13 novembre et décide de faire passer la cotisation de 1925 de 10 à 15 F et de tirer les *Cahiers* à 1.900 exemplaires<sup>(33)</sup>.

Car, des sociétés associées, elle seule vit augmenter ses effectifs : 1.000 membres fin 1922 contre 800 environ un an plus tôt; 1.300 en mai 1923, 1.450 un an plus tard, 1.640 fin 1924. L'ensemble de ses partenaires affichait plus de 1.200 membres en janvier 1923 mais les *Cahiers* n'étaient tirés qu'à 1.500 exemplaires<sup>(34)</sup>. Servis d'office, ceux de la S.H.A.L. en absorbaient mille. Les autres sociétés ne regroupaient donc, au pire, que 500 personnes et, au mieux, 7 à 800 si l'on tient compte des adhésions à la S.H.A.L. Fixé à 1.800 exemplaires pour 1924, le tirage des *Cahiers* couvre tout juste les besoins de celle-ci qui, en cours d'année, gagne encore 290 membres (1.350-1.640), au détriment des autres sociétés dont les effectifs stagnent ou s'amenuisent. D'ailleurs, dès janvier 1924, elles omettent de les préciser<sup>(35)</sup>.

La principale victime de ce renversement fut la *Fédération lorraine des Lettres et des Arts*, privée en octobre 1923 de son animateur, Feschotte, nommé sous-préfet à Bar-sur-Aube<sup>(36)</sup>. René Féry le remplace. Privé de moyens administratifs, moins «fédérateur» aussi, il adhère... à la S.H.A.L. le 2 octobre<sup>(37)</sup>. La survie commence. D'un entretien trop coûteux (7.000 F par an), la *Maison d'Art* est fermée le 1er juillet 1924, victime de la suppression des crédits «propagande» du Commissariat général d'Alsace-Lorraine, lui-même condamné à disparaître dès novembre. Par ailleurs, l'offensive d'Edouard Herriot contre le statut concordataire et scolaire d'Alsace-Lorraine (17 juin) et la grande manifestation de protestation organisée par Mgr Pelt au nom des 540.000 fidèles

33) *Ibid.*, 21 J 2, pp. 33-, 368 et Arch. SHAL 1 C 1, 2 C 1, 4 C 1, 6 F 1. L'Académie, les Amis des musées, la Fédération et la Société d'histoire naturelle versaient respectivement 220, 50, 250 et 130 F.

34) *Les Cahiers lorrains*, 1923, verso de la couverture et p. 114, A. G. du 14 mai. La Fédération annonçait 360 membres, les Cours universitaires 300, la Société de Géographie 175, les Amis des Musées, 100.

35) *Ibid.*, 1924, p. 55 et 1925, p. 80-81.

36) Il devint par la suite secrétaire général de l'Aube et du Calvados (1927-1933), sous-préfet à Haguenau puis préfet des Côtes-du-Nord et du Var (1940-1944). Mis à la retraite, il fut directeur de l'École normale de musique de Paris, conférencier des «Jeunesses musicales» et publia de nombreuses études musicales.

37) *Les Cahiers lorrains*, 1923, p. 133 et 1924, p. 5.

de son diocèse discréditent, par ricochet, la *Fédération*. D'une assemblée générale à l'autre, sa situation se dégrade. «Serrons les rangs» dit-on le 4 juillet 1925. En octobre, Roger Clément abandonne la vice-présidence. «L'heureuse et patriotique impulsion donnée en 1919 ne périllicitera pas» proclame-t-on le 12 juin 1926, à condition de «revivifier» la *Fédération* (10 juillet) qui ne se laissera pas «évincer d'une façon en quelque sorte subreptice» (14 mars 1927). Mais son projet de se transformer en *Fédération mosellane des sociétés artistiques, littéraires et scientifiques* ne rencontre aucun écho. Le 19 mai 1927, Prével répond au président Deville que la *Fédération* «n'a plus de rôle spécial à jouer». Un communiqué lapidaire des *Cahiers lorrains* de septembre-octobre annonce sa dissolution, effective depuis mai<sup>(38)</sup>.

La S.H.A.L. sortit donc victorieuse de cette lutte d'influence culturelle. Les événements de la mi-1924 accentuèrent son rôle de gardienne de *l'identité mosellane*. La «capture» qu'avait cru pouvoir réaliser la *Fédération*, par le biais des *Cahiers lorrains*, avait échoué. Tout en restant l'organe des sociétés vraiment locales (d'histoire naturelle, des Amis des musées, de l'Académie, la seule à contribuer à leur financement), ils devinrent dès 1925 et de plus en plus nettement par la suite, celui de la S.H.A.L., par le nombre croissant d'articles relevant de ces disciplines. La mère adoptive et abusée de 1922 en avait fait ses enfants légitimes.

F.-Yves LE MOIGNE

38) *Ibid.*, 1925, p. 131; 1926, p. 121; 1927, p. 70-73, 113 et Arch. SHAL 3 A 1.